Issan - En Thaïlande, sur les berges de la rivière Mun, la vie a été dérégulée par les barrages

samedi 27 février 2021, par [SIEGEL Laure](#) (Date de rédaction antérieure : 16 décembre 2020).

Une série de barrages a entraîné la destruction d'une des plus importantes plaines immergées du nord-est de la Thaïlande. À Rasi Salai, des milliers de familles poursuivent leur lutte pour que la perte de leurs terres soit compensée.

Rasi Salai, Issan (Thaïlande).- « Aujourd'hui, nous allons découvrir les secrets de la reproduction des grenouilles », annonce un professeur de l'université Rajabha à Sisaket.

Assis sous un chapiteau dans la cour du Centre d'apprentissage populaire sur l'économie autosuffisante de Rasi Salai, une centaine de villageois masqués observent des démonstrations d'élevage de crabes, têtards, escargots d'eau douce et de fabrication de compost. Employée d'une organisation locale pour la jeunesse, Jai prend fébrilement des notes : « J'ai déjà essayé d'en élever mais elles sont toutes mortes donc je suis là pour me perfectionner... Le budget pour les ONG en Thaïlande a été considérablement réduit depuis le coup d'État en 2014 et tout va mal dans le monde entier à cause du Covid-19. La seule chose qui nous reste à faire pour survivre est de transformer notre terrain et y produire notre propre nourriture. »

Si la crise économique consécutive à la pandémie a durement touché les ménages modestes, le démantèlement des communautés vivant autour de Rasi Salai a débuté il y a trois décennies. En 1994, à la surprise générale, un mur de ciment de 17 mètres de haut a émergé en travers de la rivière Mun, en plein milieu de la deuxième plus importante « zone humide » de Thaïlande. Ces prairies naturelles immergées pendant la saison des pluies jouent un rôle crucial dans la régulation des débits des rivières et sont très fertiles.

Conseiller bénévole au Centre de Rasi Salai, Ubon Yoowah a suivi la construction du barrage depuis sa genèse : « Les opérateurs ne savaient pas que les zones humides étaient aussi précieuses dans le système écologique que les forêts et mangroves, qu'elles existaient en Issan [la grande région du nord-est de la Thaïlande — ndlr] et que c'était un espace vital pour les gens. Seule la valeur économique des grands arbres a été comptabilisée, elles ont donc été considérées comme des forêts dégradées et détruites. »

En 1998, la Thaïlande a signé la Convention de Ramsar, un traité international qui vise à enrayer la disparition des zones humides en reconnaissant « leurs fonctions écologiques ainsi que leur valeur économique, culturelle, scientifique et récréative » et a classé quinze sites à travers le pays. Si le débat provoqué par la débâcle de Rasi Salai a introduit le concept de « zone humide » en Thaïlande, cette reconnaissance a été trop tardive pour endiguer les perturbations du rythme naturel de la rivière.

La construction du barrage et d'un réservoir d'irrigation a provoqué l'inondation de 16 000 hectares de terres dans le lit de la rivière et la fin brutale de trois siècles d'un mode de vie basé sur la pêche, la cueillette et les festivités.

À 48 ans, Raiwan Anan-uea se rappelle une adolescence simple et heureuse où une douzaine de villages se partageaient les abondantes ressources qu'offrait ce coin reculé de l'Issan : « Toute l'année, nous pouvions y faire pousser du riz, des haricots, des concombres, des pommes de terre, cueillir du bambou, du chanvre, des champignons, des racines, attraper des poissons-chats et des escargots d'eau, cultiver du miel, faire paître le bétail, utiliser leur travail gratuit et leur engrais organiques, ramasser du bois pour le feu et du kenaf [1] pour fabriquer des cordes. C'était un garde-manger naturel et une pharmacie où nous avons juste à nous servir. Puis la vie est devenue bien plus dure et les gens des deux rives n'ont plus eu nulle part où se retrouver. »

Au volant d'un vieux pick-up qui s'enfonce sur un chemin à travers l'ancien marécage, à la confluence entre les districts de Surin, Roi Et et Sisaket, Nawarat Siangsanon montre du doigt l'étendue des dégâts. « Presque plus personne n'y va, donc c'est devenu un endroit sauvage et dangereux où prolifèrent les mauvaises herbes et les prédateurs qui mettent en danger la reproduction d'autres poissons. Depuis les barrages, les zones humides sont inondées toute l'année donc tous les grands arbres ont pourri et ont été coupés », dit ce jeune chercheur spécialisé dans les pêcheries, surnommé « Mob ».

Au début des années 1990, le gouvernement thaïlandais a lancé une série de quatorze projets hydrauliques sur la Chi et la Mun, les deux plus longues rivières du pays, dont un à Rasi Salai. Financées par la Banque mondiale, ces infrastructures visaient à produire de l'électricité, améliorer les capacités de régulation et d'irrigation et à créer des emplois par le biais du programme Green Isan (Issan Vert).

Udon Yoowah est catégorique sur l'échec de ces promesses : « Nous pouvons affirmer que les barrages ne sont pas dans l'intérêt public. La construction a coûté 24 millions d'euros, soit cinq fois le budget initial, sans compter la maintenance. Le montant des compensations à payer aux villageois pour la perte de leurs terres est de 55 millions d'euros, dont la moitié n'a toujours pas été payée. Tout ça pour que les agriculteurs n'aient toujours pas assez d'eau. Le pays regorge d'exemples de méga-infrastructures mal conçues et imposées sans consultation. »

Le réservoir n'a pas été complété par des stations de pompage qui permettraient aux agriculteurs d'irriguer leurs champs en hauteur pendant les sécheresses ou d'évacuer l'eau des rizières dans les basses terres pendant les inondations. En bloquant le flux de la rivière huit mois par an, le réservoir a également contribué à augmenter la salinité de l'eau, ce qui a pollué les sources d'eau potable et tué les plants de riz.

Chef du village de Nongsam, Udon Samrai plaide pour que le gouvernement colmate les failles d'un système naturel décimé : « Dans les zones humides, les rizières risquent d'être inondées à tout moment quand les vannes sont ouvertes sans préavis, donc nous avons perdu ces champs, et la moitié de l'année, nous vivons les pieds dans l'eau. »

Depuis que la série de barrages a exacerbé les sécheresses ou crues subites selon les saisons, jusque dans les villes, la dépendance à la monoculture du riz n'est plus viable. « Avant la construction du barrage, nous cultivions deux fois par an, dans les zones humides et dans nos champs sur les collines. Nous n'avons plus qu'une récolte par an, seulement dans les rizières qui nous restent en hauteur, et nous devons investir nous-mêmes pour faire monter l'eau. »

Pour les sans-terre, le sort est encore plus cruel. La seule possession de Charlie Wonghongkam est

son bateau en bois. Avec sa femme, Supin Duangdee, s'aventurer tous les matins dans les buissons de ronces infestés de serpents et de moustiques reste la seule solution pour subvenir aux besoins de ses deux adolescentes et de sa mère. « Nous devons toujours aller dans les zones humides pour pêcher et ramasser des plantes. Autrefois, il nous fallait vingt minutes, maintenant c'est une à deux heures d'intense effort car le bateau reste coincé dans les racines. »

En vendant ce qu'ils raclent encore au fond de la rivière, le couple Wonghongkam gagne entre 2 et 10 euros par jour, plus 135 euros par mois pour tenir le magasin coopératif du village. « Je rêve d'ouvrir mon propre commerce mais je sais que je ne pourrai jamais réunir les 300 000 bahts (8 000 euros - ndlr) nécessaires pour le prêt et que mes filles vont bientôt devoir quitter le village », dit Charlie.

Le triple choc de la perte de terres ancestrales, de problèmes de gestion de l'eau et de la disparition des revenus tirés de la rivière a initié un massif exode rural. Depuis quatre décennies, l'Issan rural se vide de ses jeunes actifs, poussés vers les bars, compagnies de transport et marchés des centres urbains.

Chef du village 10, Apirat Suthawan résume le sentiment de spoliation général : « Ils ont promis que nous n'aurions plus à migrer après chaque mauvaise récolte mais nos enfants sont toujours condamnés à aller vivre à Bangkok jusqu'à leur mort. Nous n'avons jamais voulu de ce barrage qui ne nous apporte rien. Nous devons souffrir pour que ceux qui ont approuvé le projet puissent amasser de l'argent mais comment gagner notre vie ? »

Si les études d'impact environnemental n'étaient pas obligatoires en Thaïlande au début des années 1990, les universitaires ont prévenu que « la seule demande pour le projet semble être parmi les politiciens et les technocrates ». Udon Yoowah détaille la spirale infernale de la corruption. « Pour obtenir un poste dans le gouvernement, du ministre de l'agriculture aux chefs de sous-district, les politiciens investissent de grosses sommes. Pour récupérer cet argent, ils approuvent de gros contrats de routes ou de barrages en échange de pots-de-vin versés par diverses banques et entreprises de construction, en plus d'emplois ou de contrats pour leurs proches. »

Cette vérité crue a été embellie par la propagande à grands coups de chansons à la télévision : « Ils ont fait passer des publicités disant qu'ils allaient construire une digue en caoutchouc gonflable. Nous avons compris que ce serait un barrage permanent quand ils ont publié des annonces pour maçon et que des plaques de béton sont arrivées par camion. À ce moment-là, nous savions que nous avions perdu la zone qui nous faisait vivre et qu'il allait falloir se battre », se souvient Raiwan Anan-uea.

Sur 900 kilomètres, dans chaque village le long de la rivière Mun, une poignée de contestataires a tenu secrètement des réunions d'information nocturnes et mené leur propre bilan des pertes auprès des voisins. À l'embouchure de la rivière, les habitants de Pak Mun ont occupé pendant des mois le chantier de construction du dernier barrage avant que la Mun se jette dans le Mékong, à la frontière laotienne.

Ce mouvement de résistance a eu une résonance nationale et a donné naissance à l'Assemblée des Pauvres, un réseau de communautés affectées par des barrages mais aussi des opérations minières ou des expropriations foncières. Dans une démonstration de force en 1997, elles ont marché jusqu'à Bangkok et campé pendant 99 jours devant le Parlement pour exiger des compensations justes.

« Avant l'ère des réseaux sociaux, c'était le seul moyen pour eux de se faire entendre », dit Wattana Narkpradit, ancienne secrétaire de l'Assemblée des Pauvres. « Même si les barrages ont été construits, les villageois ont appris à ne plus avoir peur des officiels qui ont du pouvoir sur eux et ont

réussi à être indemnisés. Ils doivent continuer à défendre leur existence et leurs moyens de subsistance, mais notre principal succès est d'avoir renforcé leur pouvoir de négociation. Pak Mun a été important pour faire comprendre aux travailleurs, agriculteurs, minorités ethniques qu'ils peuvent se battre pour leurs droits devant les tribunaux et questionner la politique foncière. Partout en Thaïlande maintenant, les autorités doivent accepter que les gens se défendent et leur parler d'égal à égal. »

« Je ne suis qu'un agriculteur mais je sais ce qui est bien ou mal »

Depuis le mois de juillet, un soulèvement populaire parti des universités de Bangkok réveille la colère dans toutes les régions du pays. Si les jeunes urbains réclament en priorité la démission du gouvernement, la réécriture de la Constitution et la réforme de la monarchie, des citoyens de tous âges et tous milieux se rangent derrière leurs idéaux de démocratie représentative et de redistribution des richesses.

« En Issan, les gens voient clairement le problème du manque de démocratie. Depuis le dernier coup d'État, il est beaucoup plus difficile de négocier avec les militaires et nous voulons tous pouvoir exprimer librement notre opposition aux décisions officielles », dit « Mob », qui est descendu à la capitale lors de la grande manifestation du 14 octobre vers le siège du gouvernement.

« Nous ne voulons plus mendier, nous voulons qu'on nous rende ce qui nous appartient. » Apirat Suthawan, qui a été de tous les sit-in pour Rasi Salai à la capitale dans les années 1990, se souvient du prix de l'engagement : « Nous avons été accusés d'être contre le développement de la région et les fonctionnaires nous harcelaient, nous menaçaient d'arrestation si nous allions protester. Puis ils ont essayé de rendre les barrages intouchables en invitant des membres de la famille royale aux inaugurations, si bien que les gens ont eu peur. C'était un temps de répression militaire. Nous avons été intimidés, nos chefs de villages ont été achetés, des amitiés ont été rompues et des familles brisées. »

Bien qu'abritant le tiers de la population thaïlandaise, la région est toujours négligée par les autorités centrales hors période électorale et reçoit moins de 5 % du budget national. Tous les partis libéraux sensibles aux griefs de l'Issan ont été bannis ou sont paralysés par un système parlementaire acquis à la coalition formée par Prayuth Chan-ocha, chef de la junte militaire devenu premier ministre.

« C'est la limite du gouvernement qui ne pense pas que les ruraux du Nord-Est sont égaux en droits et méritent d'être soutenus et informés. Dans ce pays, les agriculteurs sont au bas de la hiérarchie sociale, mais ils sont les plus nombreux. Il n'existe pas de mécanisme efficace pour prendre en compte leurs opinions, donc leur seule force, c'est d'être beaucoup pour pouvoir combattre le gouvernement », estime Ubon Yoowah.

Après des années de pression par des centaines de villageois réunis devant les bâtiments officiels, le gouvernement a commencé à indemniser les titulaires d'un titre foncier.

Selon International Rivers, 17 000 foyers d'agriculteurs auraient été directement impactés mais Mae Nhoopeng a tout perdu, des champs aux amis. « Ma maison n'a pas été touchée car elle se trouve dans les collines, mais j'ai perdu 240 ares de rizières. Je n'avais pas de titre de propriété, donc j'ai seulement reçu un peu d'argent pour l'évacuation, qui est parti si vite. Même à ceux qui pouvaient montrer des papiers, ils n'ont donné que 32 000 bahts [870 euros - ndlr] par rai [unité de mesure thaï égale à 16 ares - ndlr], bien en-dessous de la valeur de ces terres. Des gens de la même famille se sont battus pour la même parcelle parce que presque personne n'avait de papiers. C'était un

grand gâchis », soupire la sexagénaire.

Autour de la lutte amère pour une maigre compensation, Apirat Suthawan a vu son village se déchirer entre les pro et les anti-barrage : « Ces groupes ont cessé de se retrouver aux courses de longs bateaux, mariages, naissances, funérailles et surtout aux cérémonies mensuelles d'offrande de riz aux esprits de la forêt. Cela aurait été impensable avant, quand les gens de trois districts se rencontraient tous les jours dans les zones humides. Des bandes d'ados s'affrontaient dans les rues. Les leaders du mouvement ont été loin de leurs familles pendant longtemps et ont dépensé beaucoup d'argent pour aller protester. »

Quand on lui demande s'il a pardonné à ceux qui ont permis la construction du barrage dans ces conditions, Apirat Suthawan répond : « Incidemment, beaucoup d'entre eux sont déjà morts. Selon le karma, ils ont payé pour la trahison de leur communauté et ont récolté ce qu'ils ont semé. Le barrage a détruit des arbres, des animaux, des gens, tellement de choses. Nous sommes bouddhistes et animistes et la construction d'un barrage est un péché qui tue la vie et ne respecte pas le cycle de la nature. Nous voulons juste qu'il soit détruit et retrouver notre vie. »

Représentant de l'Association des communautés de pêche en eau douce de l'Issan, le professeur Panya Khamlarp estime que c'est peu probable : « Il y a trop d'argent en jeu dans la maintenance de ces projets, mais ils pourraient au moins ouvrir les vannes toute l'année s'ils se rendent compte que ça ne fonctionne pas et le transformer en lieu de visite. »

Avec pour objectif de ralentir la dislocation des sociétés locales, il a intégré un groupe de chercheurs coordonné par l'université Chulalongkorn de Bangkok qui planche sur le premier cas en ASEAN de perte de revenus due à la destruction de zones humides : « Quand ils ont fermé les vannes la première année et que tout a été inondé, les gens ont eu très peur et depuis, ils vivent dans l'incertitude. Le gouvernement décide de ce qu'il veut donner aux gens mais il ne comprend pas ce qu'il leur prend. Obtenir des compensations pour la perte de leur mode de vie permettrait que ce choc psychologique soit enfin reconnu. »

Après dix ans de pression par une multitude de groupes locaux, le département de l'irrigation royale (DIR) s'est engagé à poursuivre le versement des compensations. Il a aussi accepté de financer un programme qui permet aux propriétaires de terres dans les collines de les transformer en ferme à agriculture intégrée avec l'aide d'ingénieurs.

Directeur du DIR à Rasi Salai, M. Panari affirme être sensible au désespoir des habitants : « D'un point de vue juridique, toutes les zones humides appartiennent à l'État. Donc ceux qui y entrent enfreignent la loi. Mais d'un point de vue social, nous comprenons que c'est leur mode de vie. Nous savons que les gens veulent rester ici alors nous les aidons à se réorienter vers d'autres cultures que le riz, à plus forte valeur et plus adaptées à l'environnement changeant, et à planter plus d'arbres. Si tout le monde suivait ce modèle, nous n'aurions plus de problème et les gens cesseraient de protester, c'est mon rêve. »

Au-delà de ces micro-projets hautement politisés, M. Panari reste convaincu que dompter la nature par de grands édifices reste le futur de la région. « Les barrages et les zones d'irrigation sont nécessaires. Chaque zone de la région a des taux de pluviométrie différents et ne compter que sur l'eau de pluie n'est pas suffisant. Nous devons utiliser nos ressources naturelles pour fournir de l'eau aux gens et tout ce que nous avons c'est le Mékong. »

Plus de soixante millions de personnes dans les six pays d'Asie du Sud-Est traversés par le fleuve dépendent de ses ressources pour leur survie quotidienne. Malgré les avertissements d'écologistes, alarmés par les effets dévastateurs de la prolifération de barrages sur le Mékong et ses tributaires,

le gouvernement a annoncé son plan de détourner le cours du fleuve lors de son entrée en Thaïlande vers la rivière Loei.

L'eau serait ensuite transférée vers les rivières Chi et Mun dont les réservoirs seraient enfin reliés à des canaux vers des zones plus sèches. Pour M. Panari, cette fois-ci c'est la bonne. « Même si ce projet sur vingt ans demande beaucoup d'argent, les bénéfices seront énormes car ces barrages peuvent aider à résoudre complètement le problème de l'eau et les gens pourront pratiquer l'agriculture toute l'année. »

À chaque saison des pluies, des inondations aggravées par le débordement de réservoirs lors de fortes précipitations emportent des villages entiers en Issan, mais aussi au Cambodge, au Vietnam et au Laos. Cette année, des dizaines de personnes ont déjà perdu la vie dans la région, des centaines sont portées disparues dans les flots et des centaines de milliers de maisons ont été emportées.

Face aux énièmes promesses de lendemains qui chantent et aux 140 km de tunnels à l'horizon, Apirat Suthawan appelle à la vigilance. « Je ne suis qu'un agriculteur mais je sais ce qui est bien ou mal. Nos jeunes ne savent pas tout ce qu'il nous est arrivé car dans les manuels scolaires, ils n'apprennent que des choses positives sur les barrages. Je leur parle quand j'en ai l'occasion ou je diffuse des informations au haut-parleur dans le village en expliquant qu'ils ne doivent pas croire tout ce que dit le gouvernement. Si nous ne nous battons pas pour notre communauté, qui se battra pour nous ? »

Laure Siegel

P.-S.

- MEDIAPART. 16 décembre 2020 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/161220/en-thaïlande-sur-les-berges-de-la-riviere-mun-la-vie-ete-dereglee-par-les-barrages?onglet=full>

Une série de photos ne sont pas reproduites ici.

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

- Les articles de Laure Siegel dans Mediapart : <https://www.mediapart.fr/biographie/laure-siegel>
-

Notes

[1] <https://www.toutvert.fr/kenaf-proprietes/>